

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 19 avril 1985, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, modifiant la convention collective de travail du 21 janvier 1980 fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières travaillant dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Annexe

**Commission paritaire des blanchisseries
et des entreprises de teinturerie et dégraissage**

Convention collective de travail du 19 avril 1985

Modification de la convention collective de travail du 21 janvier 1980 fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières

Article unique. L'article 11 de la convention collective de travail du 21 janvier 1980, conclue au sein de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières travaillant dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur, rendue obligatoire par arrêté royal du 2 juin 1980, modifiée par la convention collective de travail du 29 novembre 1984, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 11. La validité de la convention collective de travail du 21 janvier 1980, conclue au sein de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières travaillant dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objet d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur, rendue obligatoire par arrêté royal du 2 juin 1980, modifiée par la convention collective de travail du 29 novembre 1984, est prorogée pour une durée de deux ans, à savoir jusqu'au 31 décembre 1986. »

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 7 novembre 1985.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 85 — 2607

27 NOVEMBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par les lois des 8 juin 1978 et 31 juillet 1984;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1985, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1980 tot vaststelling van de minimumuuren van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen welke klederen of stofferingen voorwerpen verven, chemisch reinigen of strijken, alsmede in de depots en « shops » welke zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde sector bezighouden.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

Bijlage

**Paritair Comité
voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1985

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1980 tot vaststelling van de minimumuuren van de werklieden en werksters

Enig artikel. Artikel 11 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1980 gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf tot vaststelling van de minimumuuren van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen welke klederen of stofferingen voorwerpen verven, chemisch reinigen of strijken, alsmede in de depots en « shops » welke zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde sector bezighouden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 2 juni 1980, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1984, wordt door volgende bepalingen vervangen :

« Art. 11. De geldigheid van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1980 gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf tot vaststelling van de minimumuuren van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen welke klederen of stofferingen voorwerpen verven, chemisch reinigen of strijken, alsmede in depots en « shops » welke zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde sector bezighouden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 2 juni 1980, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1984, wordt verlengd voor de duur van twee jaar tot 31 december 1986. »

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 november 1985.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 2607

27 NOVEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 8 juni 1978 en 31 juli 1984;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 janvier 1981 et 22 septembre 1983;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis de Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 5, 1^e, d, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie est remplacé par la disposition suivante :

« d. dont l'engagement ou le renagement a été résilié d'office pour des raisons disciplinaires ou pour incapacité professionnelle. ».

Art. 2. L'article 12, § 3, 1^e du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 septembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^e un certificat, délivré par le bourgmestre et revêtu du sceau communal. Le modèle de ce certificat est fixé dans l'annexe I du présent arrêté; ».

Art. 3. A l'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 21 janvier 1981 et du 22 septembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1^e Le a, 4 est remplacé par la disposition suivante : « 4. éléments de biologie et de physiologie humaine, y compris les notions élémentaires d'anatomie; ».

2^e Le a, 5 est remplacé par la disposition suivante : « 5. psychologie; ».

3^e Le a, 17 est rétabli dans la rédaction suivante : « 17. éléments de sciences appliquées; ».

4^e Le a, 20 est remplacé par la disposition suivante : « 20. éléments de traitement de l'information; ».

5^e Le c, 3 est remplacé par la disposition suivante : « 3. exercices pratiques de police judiciaire; ».

6^e Le c est complété comme suit :

- 7. étude approfondie de l'organisation de la gendarmerie;
- 8. psychologie sociale;
- 9. technique et influence des médias. ».

Art. 4. A l'article 24 du même arrêté, le 7, le 13 et le 15 sont abrogés.

Art. 5. A l'article 25, § 3, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^e Le 2^e est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e en ce qui concerne les première, seconde et cinquième années, obtenir la moitié des points dans chaque branche ou groupe de branches, à l'exception, pour la cinquième année, de la deuxième langue nationale; ».

2^e Le paragraphe est complété comme suit :

« 4^e en ce qui concerne la cinquième année, obtenir la moitié des points à la note d'ensemble d'études. ».

Art. 6. L'article 26, § 1er, 2^e du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e le nombre minimum d'heures de cours consacré à chaque branche; ».

Art. 7. L'article 27, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La note obtenue à cette épreuve complémentaire intervient dans l'établissement de la note d'ensemble d'études de la cinquième année. Le coefficient d'importance de cette épreuve est égal à dix pour-cent du total des coefficients d'importance attribués aux épreuves de l'examen de sortie de la cinquième année, en ce non compris ladite épreuve complémentaire. ».

Art. 8. L'article 31, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le commandant de la gendarmerie détermine :

1^e la nature, le contenu, l'importance relative et les modalités d'organisation des cours consacrés à chaque branche;

2^e la nature, l'importance relative et les modalités d'organisation des interrogations et des épreuves. ».

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 januari 1981 en 22 september 1983;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. Artikel 5, 1^e, d, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht wordt vervangen door de volgende bepaling :

« d. waarvan de dienstneming of wederdienstneming van ambtswege wegens tuchtrechtten of wegens beroepsonbekwaamheid werd verbroken. ».

Art. 2. Artikel 12, § 3, 1^e van hetzelfde besluit gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 september 1983 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^e een getuigschrift, aangegeven door de burgemeester met het zegel van de gemeente. Het model van dat getuigschrift is vastgesteld in bijlage I bij dit besluit; ».

Art. 3. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 1981 en 22 september 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^a a, 4 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 4. elementen van biologie en menselijke fysiologie, met inbegrip van elementaire begrippen van ontledkunde; ».

2^a a, 5 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 5. psychologie; ».

3^a a, 17 wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing : « 17. elementen van toegepaste wetenschappen; ».

4^a a, 20 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 20. elementen van verwerking van de informatie; ».

5^a c, 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 3. praktische oefeningen van gerechtelijke politie; ».

6^a c. wordt aangevuld als volgt :

- 7. grondige studie van de organisatie van de rijkswacht;
- 8. sociale psychologie;
- 9. techniek en invloed van de media. ».

Art. 4. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden 7, 13 en 15 opgeheven.

Art. 5. In artikel 25, § 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e Het 2^e wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2^e wat het eerste, tweede en vijfde jaar betreft, de helft van de punten behalen voor elk vak of groep van vakken, met uitzondering wat het vijfde jaar betreft, van de tweede landstaal; ».

2^e De paragraaf wordt als volgt aangevuld :

« 4^e wat het vijfde jaar betreft, de helft van de punten behalen voor het cijfer over het geheel inzake studies. ».

Art. 6. Artikel 26, § 1, 2^e van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^e het minimum aantal uren besteed aan elk vak; ».

Art. 7. Artikel 27, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het voor dat aanvullend examen behaalde cijfer komt mede in aanmerking voor het bepalen van het beoordelingscijfer over het geheel inzake studies van het vijfde jaar. De belangrijkheidscoefficiënt van dat examen is gelijk aan tien percent van het totaal van de belangrijkheidscoefficiënten die aan de examens van het eindexamen van het vijfde jaar worden toegekond, het bedoelde aanvullend examen niet inbegrepen. ».

Art. 8. Artikel 31, § 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De commandant van de rijkswacht bepaalt :

1^e de aard, de inhoud, de relatieve belangrijkheid en de uitvoeringsmodaliteiten van de cursussen gewijd aan elk vak; ».

2^e de aard, de belangrijkheidscoefficiënt en de uitvoeringsmodaliteiten van de overhoringen en examens. ».

Art. 9. L'article 35, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le commandant de la gendarmerie détermine :

1^o la nature, le contenu, l'importance relative et les modalités d'organisation des cours consacrés à chaque branche;

2^o la nature, l'importance relative et les modalités d'organisation des interrogations et des épreuves. ».

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1985.

Art. 11. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
F. VREVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 85 — 2608

4 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal transférant les crédits prévus aux articles 61.63-section 33; 61.05, 61.06, 81.01-section 34; 61.90.02-section 36 et 01.01-section 43 vers l'article 61.63-section 36-Titre II du budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985, à concurrence d'un montant global de 180 000 000 de francs.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 1985 contenant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985, notamment l'article 8;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances donné le 1er octobre 1985;

Vu la délibération conforme de nos Ministre et Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Considérant que les crédits prévus au fonds 80.36 B « Fonds destiné à encourager l'acquisition de propriétés et l'assainissement de l'habitat » - section 36 - Partie II du Titre IV ont été consommés dès le mois de septembre 1985;

Considérant que le Ministère de la Région bruxelloise doit être en mesure de liquider les primes d'acquisition et d'assainissement aux bénéficiaires dans les délais prescrits par la réglementation en vigueur;

Considérant que les crédits inscrits à l'article 61.03 - section 36 - Titre II et destinés à alimenter le fonds 80.36 ont été entièrement versés audit fonds;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les crédits votés aux articles 61.63-section 33; 61.05, 61.06, et 81.01-section 34; 61.90.02-section 36 et 01.01-section 43-Titre II - du budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année 1985 sont transférés à l'article 61.63-section 36 du même Titre, à concurrence respectivement des montants de :

article 61.63	S.33	17 500 000 F
article 61.05	S.34	25 000 000 F
article 61.06		25 000 000 F
article 81.01		65 000 000 F
article 61.90.02	S.30	30 000 000 F
article 01.01	S.43	17 500 000 F

Art. 9. Artikel 35, § 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De commandant van de rijkswacht bepaalt :

1^o de aard, de inhoud, de relatieve belangrijkheid en de uitvoeringsmodaliteiten van de cursussen gewijd aan elk vak;

2^o de aard, de belangrijkheidscoëfficiënt en de uitvoeringsmodaliteiten van de overhorigen en examens. ».

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1985.

Art. 11. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 november 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
F. VREVEN

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 85 — 2608

4 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot overschrijving van de op de artikelen 61.63-sectie 33; 61.05, 61.06, 81.01-sectie 34; 61.90.02-sectie 36 en 01.01-sectie 43 uitgetrokken kredieten naar artikel 61.63-sectie 36, Titel II van de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1985 ten bedrage van een globale som van 180 000 000 frank.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 1985 houdende de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1985, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 1 oktober 1985;

Gelet op het eensluidende besluit van Onze Minister en van Onze Staatssecretarissen binnen de Executieve van het Brusselse Gewest.

Overwegende dat de kredieten die zijn beschikbaar gesteld bij het fonds 60.38 B « Fond bestemd voor de aanmoediging van eigen-domswerving en de sanering van woningen » sectie 36 - Deel II van Titel IV zijn verbruikt sinds de maand september 1985;

Overwegende dat het Ministerie van het Brusselse Gewest in staat dient te zijn de premies inzake eigendomswerving en saneering van woningen uit te betalen binnen de termijn die voor de van kracht zijnde voorschriften is bepaald;

Overwegende dat de kredieten die zijn opgenomen onder artikel 61.63 - sectie 36 - Titel II en die bestemd zijn om het fonds 60.36 te stijven volledig aan dat fonds zijn gestort;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De kredieten die goedgekeurd zijn onder de artikelen 61.63-sectie 33; 61.05, 61.06 en 81.01-sectie 34; 61.90.02-sectie 36 en 01.01-sectie 43 - Titel II van de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het jaar 1985 worden overgeschreven naar artikel 61.63-sectie 36 van dezelfde Titel ten bedrage van respectievelijk :

artikel 61.63	S.33	17 500 000 F
artikel 61.05	S.34	25 000 000 F
artikel 61.06		25 000 000 F
artikel 81.01		65 000 000 F
artikel 61.90.02	S.36	30 000 000 F
artikel 01.01	S.43	17 500 000 F